

Questions juridiques soulevées par le raccordement final des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Consultation publique de l'ARCEP

Réponse de Quentiop

Ainsi que le relève l'AVICCA dans sa réponse, la consultation de l'ARCEP souligne de graves lacunes dans le dispositif réglementaire, concernant le raccordement final, avec de nombreux points mis en avant, et notamment le financement et la propriété des infrastructures (dont les fourreaux nécessaires pour desservir les parties privées depuis le Domaine Public) pour les pavillons et les parties non bâties des immeubles collectifs.

L'ARCEP propose un certain nombre d'interprétations possibles, mais celles-ci pourraient être remises en cause par des juges du fond, ce qui fait peser un risque important d'insécurité juridique tant pour les acteurs du FTTH (les opérateurs, les promoteurs, ...) que pour les Territoires (habitants, Collectivités territoriales, ...).

De plus, il n'est ni opérationnellement ni durablement réaliste d'envisager une application de règles d'implantation des déploiements notoirement différentes, particulièrement au sein d'un même quartier. Une telle démarche ne sera pas acceptable pour les habitants, et les Collectivités territoriales n'apporteront pas leur soutien, pourtant indispensable.

Au-delà du cadre réglementaire actuel propre au FTTH, qu'il s'agit ici de compléter, il est évidemment nécessaire que le législateur se saisisse de ces questions, en recherchant une harmonisation globale des règles. Une telle démarche ne sera pas facile, de nombreuses règles relevant du droit des communications électroniques (infrastructures FTTH, Service Universel, TNT, ...), ou du droit de l'urbanisme, ou du droit de la construction, ou du droit des Collectivités territoriales, etc ... L'objectif doit être de redonner un environnement clarifié et cohérent, applicable par l'ensemble des acteurs. Concernant les raccordements des bâtiments, ce cadre rénové doit permettre de résorber les fractures numériques induites par les contraintes topographiques, notamment en zones pavillonnaires.

L'intervention du législateur doit enfin permettre de concilier ce cadre général avec le droit d'intervention dans ces domaines reconnus aux Personnes Publiques (Collectivités territoriales, Établissements publics) et les règles de Droit Public (Domainialité, Service Public, ...) qui leur sont consubstantielles, et ainsi sécuriser définitivement les conditions des partenariats engagés entre le public et le privé.